

Géopolitique de l'Eurasie : le point du vue du démographe

mardi 1er avril 2003, par [Jean-Claude CHESNAIS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean-Claude CHESNAIS](#), **Géopolitique de l'Eurasie : le point du vue du démographe**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er avril 2003.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Une fresque magistrale des situations démographiques de la zone la plus peuplée du monde, de l'Europe à l'Asie.

Pierre Verluise : Du point de vue du démographe, dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale, quelles sont les modifications induites par la chute du Rideau de fer ?

Jean-Claude Chesnais : Avant 1989, la partie libre de l'Europe et la partie sous tutelle soviétique étaient séparées par une différence fondamentale.

A l'ouest, la Communauté Economique Européenne (CEE) n'accordait pratiquement aucune importance à la question démographique. Cette dernière échappait à l'horizon des élections.

En revanche, les responsables de l'Europe de l'Est se sont très tôt préoccupé des évolutions démographiques. A partir des années 1960, ils ont mis en place des politiques de stimulation de la natalité. Cependant, les moyens utilisés n'étaient pas toujours acceptables du point de vue des libertés : interdiction de l'avortement, facilités de logement, subvention des prix pour les produits de première nécessité... Des mesures qui ont cependant donné des résultats dépourvus d'ambiguïtés. Ces pays n'ont pas connu de baisse de population du temps du communisme. On observe même dans certains cas un relatif dynamisme, qui pouvait d'ailleurs être plus hérité de l'emprise persistante de la religion plus que de la politique familiale. C'est le cas de la Pologne, marquée par l'Eglise catholique.

Démantèlement

En 1989, la chute des régimes communistes s'est notamment traduite par le démantèlement des politiques de soutien à l'enfance. Le meilleur exemple est celui de la partie orientale de l'Allemagne, auparavant appelée République Démocratique d'Allemagne (RDA, 1949-1989). Le régime communiste de la RDA se sentait précédemment en concurrence avec la partie occidentale, la République Fédérale d'Allemagne (RFA, 1949 -). La RDA ne voulait surtout pas perdre de population. En fait, le régime se voilait la face : la RDA perdait beaucoup d'hommes et de femmes par émigration d'Est en Ouest. Ce qui est d'ailleurs une des origines de la construction du Mur de Berlin, en 1961. A partir de 1976, le régime de la RDA a cherché à compenser les pertes en encourageant la venue au monde d'enfants. Les entreprises étaient alors organisées avec un système protecteur : crèches, facilités pour les parents de jeunes enfants ... Le passage à l'économie de marché induit par la réunification mise en œuvre en 1990, a fait disparaître du jour au lendemain ces facilités considérées comme n'ayant aucun rapport avec la production. Ces structures de soutien social aux jeunes parents ont été démantelées. La fécondité a alors été divisée par deux. Elle est tombée dans les länder de l'Est à 0,8 enfant par femme, ce qui est le plus bas niveau de l'Allemagne réunifiée.

Il y a eu aussi des baisses de la fécondité dans les autres pays d'Europe centrale et orientale après la chute du Rideau de fer, mais elles ont été moins brutales, plus progressives.

Avant l'effondrement du bloc soviétique, les différences démographiques entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est étaient finalement relativement faibles. Certes, il y a eu des décalages dans les évolutions de la fécondité, mais il n'y avait pas de différences majeures,

sauf peut-être à partir des années 1960 un écart dans les courbes d'espérance de vie. Dans les pays riches de l'Ouest, l'espérance de vie a continué à progresser assez allègrement. A l'Est, l'espérance de vie a arrêté sa progression, voire reculé. Surtout en Russie.

Ruptures

Après la chute du Rideau de fer en 1989 puis le démantèlement de l'Union soviétique, en 1991, nous avons assisté à une rupture très significative. Il y a eu des mouvements de populations importants vers la République Fédérale d'Allemagne, les fameux aussiedler, c'est à dire la diaspora allemande des territoires d'Europe centrale et orientale ou d'ex-URSS. Environ trois millions d'Allemands de la diaspora sont arrivés dans la partie occidentale de la République Fédérale d'Allemagne. Ils ont donné un coup de fouet à l'économie allemande au début des années 1990, par exemple dans le bâtiment. Ce sont souvent des gens travailleurs et qualifiés. A l'inverse, les zones de départ ont été un peu déprimées par cette émigration. Par ailleurs, les colons russes qui ne se sentaient plus en sécurité dans les ex-républiques soviétiques à la périphérie de la Russie - les fameux "pieds rouges" - ont parfois été tentés par le départ. Plusieurs millions de Russes ont quitté la périphérie pour la Russie. La Russie elle-même, comme la plupart des PECO, est devenue - les filières criminelles aidant- une zone de transit pour les migrants d'Asie et d'Afrique.

Enfin, la Sibérie se dépeuple et se dérussifie, au profit de la Chine. L'écroulement démographique de la Russie va modifier la donne de l'Eurasie, en faveur de nouvelles puissances, comme l'Inde, la Chine, voire le Pakistan. L'URSS était au 3e rang démographique du monde en 1991 ; en 2050, la Russie devrait tomber autour du 15e rang mondial ; avec une population déclinante et vieillissante, elle sera victime de son excès d'espace (incapacité à financer les infrastructures et les équipements).

P.V. : Comment caractériser la situation démographique de la Russie post-soviétique ?

J.-C. C. : La population russe a été profondément touchée par le démantèlement du système soviétique (1917-1991) et le passage différé à l'économie de marché durant la décennie 1990. Beaucoup se sont sentis profondément humiliés. Ils ont vécu des situations qu'ils croyaient impensables : le chômage, l'inflation, la pauvreté, la dévaluation... Leur fécondité a été affaiblie par la paupérisation. Le lait et les médicaments manquaient pour les enfants. La fécondité de la Russie s'est donc écroulée. Alors qu'elle augmentait déjà depuis le milieu des années 1960, la mortalité a continué à augmenter. Il en résulte des seuils d'espérance de vie inférieurs à ceux de l'Inde, pour les hommes. Il y a en 2003 presque deux fois plus de décès que de naissances ! La Russie, qui était habituée à un élan démographique considérable, en partie à l'origine de son expansion territoriale impériale au cours des siècles, se trouve en pleine régression démographique. La Russie perd près d'un million d'habitants par an... Les experts russes comme américains prévoient une Russie peuplée d'à peine 100 millions d'habitants en 2050, au lieu d'environ 140 millions en 2003.

Comment maîtriser l'espace russe ?

A ce compte là, quel serait le poids de la Russie ? La Russie de 2050 sera surtout peuplée de personnes âgées. Comment maîtriser l'espace de ce pays-continent s'étendant sur onze

fuseaux horaires avec l'une des populations les plus âgées du monde, menacée de fondre davantage encore ? Pour compenser ces pertes, la Russie pourra-t-elle absorber des vagues d'immigrants par grandes masses, alors que la population russe partage un chauvinisme extrêmement virulent ? La crise démographique remet en question l'idée que les Russes avaient d'eux-mêmes et de leur relation au territoire. Les Russes se sentent aujourd'hui "petits" dans un espace surdimensionné. Par leur population, beaucoup de pays sont passés devant eux dans le classement mondial, où ils se trouveront ravalés au quinzième rang, au lieu d'être dans les premiers rangs comme à l'époque de l'Union soviétique. Ils savent qu'ils vont encore rétrograder vers la trentième place. Voire que des pans entiers du territoire vont être occupés par d'autres peuples, à commencer par les Chinois. Ces derniers progressent déjà vers la Sibérie, peut-être y verra-t-on des Coréens ou d'autres peuples asiatiques. La géographie de la Russie pourrait donc être considérablement affectée par sa crise démographique. Les Etats-Unis ont mis à profit la guerre d'Afghanistan pour s'implanter dans le Caucase. La Turquie étend sa zone naturelle d'influence dans les Etats d'Asie centrale, à dominante turcophone.

Certains experts parlent de la formation d'une "C.E.I. turque".

Les pays de l'ancien glacis soviétique sont aujourd'hui dans une situation démographique assez fragile, finalement assez proche de celle de la Russie. Leur population est soit stationnaire soit en diminution. Alors que durant la période de 1950 à 1990 la population de l'URSS et de ses pays satellites augmentait plus que celle de l'Europe de l'Ouest. Nous vivons donc un renversement de situation.

Pour autant, [l'entrée dans l'Union européenne des pays d'Europe centrale et orientale va élargir le nombre d'habitants](#), mais cela ne va probablement pas changer la structure démographique de l'UE. Ce ne sont pas encore des populations composées de vieillards. Il reste des jeunes, l'effet peut même être assez dynamique.

Il faudrait cependant étudier le détail des structures d'emplois. Il y a des confrontations assez dures à ce sujet. L'agriculture occupe dans les pays d'Europe centrale et orientale parfois 35 à 40 % de la main d'œuvre. Au lieu de moins de 5 % dans les pays de l'Union européenne. Leur agriculture reste au niveau de ce que l'Ouest connaissait dans les années 1950. Comment va-t-elle s'adapter ?

P.V. : Du point de vue de l'Union européenne, cela a-t-il un sens d'étendre à ces pays le modèle productiviste soutenu par la Politique Agricole Commune ? Cela ne risque-t-il pas de produire surtout des bataillons de chômeurs déracinés mécontents qui auront un coût politique imprévisible, sans parler d'une pression migratoire ? Par des mesures appropriées, ne serait-il pas envisageable d'inventer un système qui permettrait de fixer à la terre une partie des paysans d'Europe centrale et orientale ?

J.-C. C. : Cela mérite réflexion. Dans les pays de l'Union européenne, nous ne sommes pas passés de 40 % de population active agricole à 5 % en un clin d'œil et sans casse. La modernisation de l'agriculture communautaire s'est faite dans la douleur, sur plus d'une génération. En outre, il est absurde de subventionner comme nous le faisons une population qui représente maintenant aussi peu d'effectifs. Pourquoi subventionner l'activité agricole et

pas les autres ? C'est contraire à tous les principes libéraux dont on se targue. D'autant que cette politique maintient dans la pauvreté les pays du Sud, par ses effets indirects.

Il conviendrait de penser une transition intelligente de l'agriculture des pays d'Europe centrale et orientale.

P.V. : Quelle est la situation de l'Allemagne en matière migratoire ?

J.-C. C : L'Allemagne est un casse-tête sur le plan démographique. Depuis 1923, ce pays est en situation de sous-fécondité structurelle. Le petit baby-boom des années hitlériennes (1933-1945) n'a pas survécu à la défaite. La situation était alors marquée par une quasi-famine et une profonde démoralisation. Les habitants ne voulaient plus faire d'enfants. Au début des années 1960 se dessine un retour à la confiance avec le "miracle économique". Ce qui a provoqué un petit baby-boom. Depuis la fin des années 1960, la fécondité allemande est cependant devenue très faible et elle n'a finalement jamais vraiment connu de redressement significatif. Si la population allemande a continué à croître, c'est à cause de la structure de la pyramide des âges, de l'abaissement de la mortalité et de l'immigration. L'Allemagne fédérale est devenue le premier pays de l'UE pour l'immigration. C'est le facteur déterminant aujourd'hui. La clé d'une non-décroissance de la population en RFA aujourd'hui se trouve dans l'immigration, d'Allemands de la diaspora et d'étrangers. Officiellement, la RFA compte plus de 7 millions d'étrangers. Cependant, il y a des clandestins, ce qui porte peut-être le nombre d'étrangers en Allemagne à plus de 8 millions, sur une population totale de 82 millions. A titre de comparaison, la France compte environ 3,5 millions d'étrangers, sur une population totale de 60 millions.

Naturalisations massives en Allemagne

Depuis 1998, l'Allemagne du chancelier G. Schröder naturalise beaucoup. Résultat, beaucoup d'étrangers sont incorporés à la population allemande. Ces dernières années, l'Allemagne a naturalisé jusqu'à 300 000 personnes par an ! La France naturalise environ 100 000 personnes par an. Très franchement, je n'aurai jamais imaginé cette nouvelle situation en Allemagne. En fait, les responsables allemands sont très pragmatiques : ils refusent de voir la population de nationalité allemande s'effiloche. Ils ne veulent pas laisser croître la population étrangère de 2 à 3 % par an et la population allemande décroître de 1 % dans le même temps. Ce serait une poudrière. Alors, ils naturalisent à tour de bras. Ils savent qu'il faut faire un énorme effort et ils le font, notamment avec le soutien des Eglises et des associations. Tout le monde se retrouve les manches.

Pour autant, personne n'ose en Allemagne mettre sur la place publique l'évolution de la population sur la longue durée. Pour les responsables, tout passe par la politique d'immigration. Ils ne veulent pas toucher au tabou de la politique familiale en faveur de la fécondité, compte tenu du poids de la mauvaise conscience des années hitlériennes. Presque 60 ans après, c'est extraordinaire. C'est pourtant de l'histoire. Il faut tourner la page. Pourquoi s'interdire d'envisager aujourd'hui une politique familiale en Allemagne ?

P.V. : Comment s'organisent les relations entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée ?

J.-C. C : Il importe de prendre conscience de l'attraction de plus en plus forte des pays méditerranéens vers l'Union européenne. Il est possible que les pays de l'UE voient leur carte ethnique changer très vite. L'échec politique et économique (paupérisation et chômage de masse) du monde arabe depuis 1980 encourage la fuite vers le Nord.

J'ai rencontré récemment en Espagne le correspondant de l'OCDE pour les questions de migrations internationales. Quand je lui ai demandé si l'on envisageait en Espagne - comme en France ou en Italie - une régularisation des immigrés clandestins, il m'a répondu : "Nous sommes complètement dépassés. Personne ne connaît exactement leur nombre. Il y a des controverses sans fin. Nous sentons venir ce phénomène sans être capables de le maîtriser".

L'Italie de S. Berlusconi s'imaginait naïvement qu'il serait facilement possible de régulariser les clandestins de la péninsule, à travers un programme d'amnistie. S. Berlusconi pensait qu'ils étaient peu nombreux. Finalement, on s'est aperçu qu'il y aurait entre 700 000 et 900 000 immigrés clandestins en Italie...

Les émigrés ne sont pas idiots

Dans un sens, je comprends très bien ce qui peut se passer dans la tête d'un candidat à l'émigration qui vient d'Asie ou d'Afrique. S'il vient en Italie, il sait qu'il aura à faire à un Etat peu autoritaire, à des patrons prêts à l'employer au noir et à le payer en liquide, pourvu qu'il soit loyal, honnête et travailleur. A bien des égards, l'Italie à des côtés féodaux et patriarcaux, souvent comme son pays d'origine. Le climat et la vie y sont très agréables. Petit à petit, il lui sera possible de s'intégrer dans cette société, avec la possibilité d'être à terme considéré comme un Italien. Finalement, ces chiffres sont assez logiques, les émigrés ne sont pas idiots. De même, la Grèce compte près d'un million d'étrangers pour une population totale d'environ 10, 5 millions d'habitants. Elle a attiré beaucoup d'Albanais, d'ex-Yougoslaves et d'ex-Soviétiques. Comparativement, s'installer en France ou en Allemagne semble moins attractif. C'est pourquoi les pays méditerranéens comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce constituent autant de portes d'entrée dans l'Union européenne. J'ai donc l'impression que la bordure méditerranéenne de l'UE va s'étoffer.

P.V. : Quelle peut-être la fonction des pays d'Europe centrale et orientale dans le système migratoire européen ?

J.-C. C. : On assiste à l'échelle de l'Europe à un formidable brassage de populations. Ce mouvement est loin d'être terminé. Les pays entrants prochainement dans l'UE peuvent devenir bénéficiaires de ce brassage humain et ethnique. C'est déjà le cas de la République Tchèque. Elle a un standard de vie enviable pour un large partie de la planète, certes inférieur à celui des pays d'Europe de l'Ouest, mais finalement assez attractif. Il s'agit d'un pays efficace, bien organisé, capable d'avoir des interstices dans son économie, en particulier dans les services, notamment le tourisme. La Pologne peut aussi faire figure de pays d'appel.

Le rôle des réseaux mafieux

D'autant que les réseaux mafieux ne manquent pas de relais dans les pays d'Europe centrale et orientale. Ces réseaux sont animés depuis les Balkans, la Russie, la Chine ... Les PECO pourraient devenir des têtes de ponts de réseaux mafieux spécialisés dans l'acheminement

d'émigrés illégaux au sein de l'Union européenne ou à sa marge.

Il est possible que les étrangers s'arrêtent sur leur chemin, dans les PECO devenus membres de l'UE en 2004 ou candidats à l'horizon 2007, comme la Roumanie et la Bulgarie.

La corruption restant une réalité significative dans les PECO, cela offre pour les clandestins des opportunités pour s'insérer assez facilement.

P.V. : Est-il exact que les Etats-Unis organisent à leur bénéfice une émigration des élites d'Europe centrale et orientale comme de l'ex-URSS ?

J.-C. C. : Oui, les Etats-Unis savent que ces pays ont des élites, notamment scientifiques, de grande qualité. Ils leurs offrent des conditions de travail et de salaire tout à fait enviables. C'est pourquoi les plus jeunes partent en nombre significatif aux Etats-Unis contribuer à la pérennité de la puissance américaine.

P.V. : Au milieu des années 1990, dans un précédent entretien, vous aviez regretté l'absence d'une politique démographique par les instances européennes. Depuis, l'Union européenne a-t-elle mis en place une politique démographique, avec un volet familial et un volet migratoire ?

J.-C. C. : Rien n'a changé depuis des années en ce qui concerne la composante familiale. La situation a même empiré. Voici quelques années, les autorités communautaires demandaient la production d'un rapport annuel sur la situation démographique des pays membres. Ce rapport n'existe plus depuis le début des années 2000. Il existe maintenant un "Rapport social", où l'on parle de chômage et de pauvreté comme dans la presse quotidienne, sans jamais plus aborder la dimension démographique. Autrement dit, l'UE s'interdit de voir la situation démographique des pays membres. Il existe un début de réflexion collective sur l'immigration. Cependant, je crains que les Etats préfèrent garder un droit de regard pour leur territoire. Les Etats se mettront d'accord quand il y aura des situations d'urgence comme l'arrivée de naufragés en grand nombre, mais le reste demeurera une compétence nationale. Prenons le cas des régularisations faites en Italie par S. Berlusconi, qui va lui dire quoi que ce soit ? Chacun se débrouille.

P.V. : Si l'on raisonne à l'échelle de l'Union européenne, ce petit jeu du chacun pour soit ne fait-il pas le jeu des mafias ? L'incohérence ne contribue-t-elle pas à les consolider ?

J.-C. C. : Oui, les mafias sont capables de faire des études comparatives et d'utiliser au mieux les incohérences des [pratiques migratoires](#) des pays de l'UE. La police criminelle internationale doit contrer les excès des réseaux mafieux. Ceci posé, il faut être franc : beaucoup de gens sont contents de l'arrivée de main d'œuvre bon marché destinée au textile ou à la domesticité. Cela rend service, donc on ferme les yeux sur la dimension criminelle de ce trafic. D'une certaine manière, les criminels rendent service au marché. Cependant, ce n'est pas nouveau. Dans les années 1960, quand les Portugais venaient en France, plus de la moitié venait à pied avec des passeurs qui les guidaient pour franchir les Pyrénées. Puis, ils montaient dans un camion à destination de Toulouse, Paris ... Cela ne les a pas empêchés de contribuer à l'enrichissement de la France. Qui se souvient de leur arrivée souvent clandestine ?

P.V. : Au sud du Sahara, comment évolue la situation en Afrique ?

J.-C. C. : L'avenir du continent africain ne cesse de s'obscurcir. Plus le temps passe, plus l'avenir devient sombre. Durant les années 1990, il restait encore quelques pays phares passant pour des modèles plutôt bien gérés : la Côte d'Ivoire, par exemple. En 2003, chacun sait les tensions ethniques qui l'affaiblissent. A terme, ce pays risque de se déchirer en deux parties, l'une musulmane et l'autre chrétienne, vouées pour longtemps à se combattre. Alors que le Zimbabwe semblait relativement préservé voici encore cinq ans, il traverse une terrible dégradation de sa situation. Ce pays est au bord d'une immense famine. L'Afrique du Sud continue certes à conserver une avance à tous points de vue, mais que se passera-t-il après Nelson Mandela ? Le Nigeria comme le Zaïre sont dans des impasses.

Je ne vois aucun pays hors d'eau. Certains responsables africains nous disent d'ailleurs : "Vous devriez y réfléchir, parce que le boomerang sera pour vous".

P.V. : Il y existe des facteurs endogènes, notamment l'incapacité des élites africaines à stimuler un véritable développement économique, comme l'a démontré J.-L. Domenach dans une étude comparative entre l'Asie et l'Afrique. Cependant, il existe aussi des facteurs exogènes. La chute du Rideau de Fer en 1989 a eu un effet indirect important, en suscitant une nouvelle orientation géographique des phantasmes occidentaux du Sud à l'Est, particulièrement en matière d'assistance.

J.-C. C. : C'est exact, la chute du Rideau de fer séparant l'Europe de l'Est de l'Union européenne est un élément qui a accentué la dérive du continent africain. Le clientélisme a été remis en question. Après une décennie d'évolution sous-jacente, la crise devient parfaitement visible. C'est en Afrique que les Investissements Directs Etrangers (IDE) restent le moins longtemps présents sur le territoire. La comparaison avec l'Amérique Latine ou l'Asie est parlante. En Afrique, une toute petite partie reste sur place, l'essentiel repart pour des trafics mystérieux. Celui qui veut faire des affaires et bénéficie d'une bonne protection peut y faire fortune, faute de contrôle.

P.V. : Plus à l'Est, comment pourrait évoluer l'antagonisme entre la République populaire de Chine et l'Union indienne ?

J.-C. C. : Le conflit Chine - Inde peut nous réserver des surprises. Pour l'instant la Chine est en train de s'armer à tour de bras. L'Inde semble plus sage, mais elle peut devenir à terme économiquement plus puissante que la Chine. Parce qu'elle ne tombera probablement pas dans le travers du surarmement et de l'engorgement des circuits. Etant assez libéralisée, l'Inde peut bénéficier davantage de l'ouverture et du progrès technique. La Chine n'est libéralisée qu'en de petites poches. Les prévisions démographiques envisagent d'ici 2030 - 2035 une population indienne plus nombreuse et plus jeune que la population chinoise. Les Indiens ont déjà la maîtrise de techniques que les Chinois ne connaissent pas. Parce que les élites indiennes étudient beaucoup dans les meilleures universités occidentales, aidés par leur parfaite maîtrise de l'anglais, héritage de la colonisation britannique. Les Indiens peuvent être en prise directe sur les évolutions informatiques, notamment en matière d'armement. Ce n'est pas le cas des Chinois parlant un anglais médiocre.

Celui que l'on attend pas

J'ai l'impression que le pays dont on ne parle pas - l'Inde - sera peut-être le pays dominant d'ici une trentaine d'années. Il s'agit d'une démocratie, ce qui réduit les risques d'éclatement. Alors que la Chine pourrait exploser. Je ne donnerai pas ma main au feu que la Chine garde très longtemps ses frontières actuelles. Il y a trop de tensions, par exemple avec le Xinjiang. Comme elle l'a fait longtemps, la Chine pourrait alors perdre une partie de son énergie dans des conflits internes. On pourrait alors se trouver devant une Inde loyale avec la communauté internationale mais en position de compétitivité avec les Etats-Unis. Peut-être s'agit-il d'une utopie, mais depuis une dizaine d'années la croissance du Produit National Brut de l'Union indienne avoisine 5 % par an. C'est ce que la France a fait pendant les "Trente glorieuses"... La Chine prétend avoir 8 % de croissance par an du PNB, mais ces chiffres sont faux, je n'en crois pas un mot. Les Chinois se sont montrés depuis longtemps des experts en falsification, notamment statistique.

Je ne sais pas pourquoi beaucoup de gens ont une réticence à imaginer une Inde plus forte, peut-être une puissance à l'échelle régionale voire mondiale. Il s'agit d'une démocratie, donc pour ma part cela ne me gêne pas. Alors que la Chine ne réussit pas à sortir réellement de son économie collectiviste et de son système hyper centralisé. L'Inde a certes un peu suivi le modèle soviétique, mais elle n'est pas engluée dedans. Elle me semble beaucoup mieux insérée dans l'économie réelle.

Copyright 20 mars 2003-chesnais/Diploweb.com

P.-S.

Directeur de recherches à l'INED. Entretien avec Pierre Verluise.